

Unité inter-départementale Tarn-Aveyron
Cité administrative – Bât D
19 rue de Ciron
Cedex 09
81013 Albi

Albi, le 21/06/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 07/05/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

PIERRE FABRE DERMO COSMETIQUE

Usine de Soual
Route de Cambounet-sur-le-Sor
81580 Soual

Références : 81-CRARC-2024-63

Code AIOT : 0006804399

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 07/05/2024 dans l'établissement PIERRE FABRE DERMO COSMETIQUE implanté Usine de Soual Route de Cambounet-sur-le-Sor 81580 Soual. L'inspection a été annoncée le 29/03/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PIERRE FABRE DERMO COSMETIQUE
- Usine de Soual Route de Cambounet-sur-le-Sor 81580 Soual
- Code AIOT : 0006804399
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Pierre Fabre Dermo Cosmétique située route de Cambounet-sur-Sor à Soual est spécialisée dans la fabrication de produits dermo-cosmétiques, tels que des crèmes, des laits, des shampoings, des gels douche, des lotions, etc. Elle emploie environ 510 salariés sur le site. Les activités sont soumises à autorisation et sont régies par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 09/02/2012 modifié.

Cet établissement a la particularité de disposer de bâtiments annexes permettant le stockage :

- des matières premières sur le site de la Chartreuse à Castres ;
- des articles de conditionnement (flacons vides, cartons d'emballage, etc.) sur le site de Bagatelle à Castres.

Les produits finis sont, quant à eux, expédiés et stockés sur le site de Muret (31).

Thèmes de l'inspection :

- AN24 LI Enregistrement

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de

la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	État des matières stockées	Arrêté Ministériel du 01/06/2015, article 9.II.1	Demande d'action corrective	3 mois
2	État des matières stockées	Arrêté Ministériel du 01/06/2015, article 9.II.2	Demande d'action corrective	3 mois
3	État des matières stockées	Arrêté Ministériel du 01/06/2015, article 9.II.2	Demande d'action corrective	3 mois
12	Inventaire des réservoirs	Arrêté Préfectoral du 09/02/2012, article 7.2.6	Demande d'action corrective	3 mois
13	Arrêt temporaire	Arrêté Ministériel du 18/04/2008, article 6	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
4	Situation administrative	Arrêté Ministériel du 01/06/2015, article 1	Sans objet
5	Situation administrative	Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article 1.I.1.2	Sans objet
6	Interdiction de stockages en contenant fusibles	Arrêté Ministériel du 01/06/2015, article 11.3.II.A	Sans objet
7	État des matières stockées	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 38	Sans objet
8	Étude des effets thermiques	Arrêté Ministériel du 01/06/2015, article Annexe XI	Sans objet
9	Mise à jour du plan de	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43-1	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	défense incendie		
10	Mise à jour du plan de défense incendie	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43-1	Sans objet
11	Surveillance permanente des installations	Arrêté Ministériel du 01/06/2015, article 23.II.B (annexe IX)	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'action nationale relative aux stockages des liquides inflammables a été déclinée sur le site de Pierre Fabre Dermo Cosmétique à Soual au regard des quantités autorisées (105 tonnes). Elle visait plus particulièrement les stockages en contenants fusibles. L'exploitant dispose de cuves de stockage (actuellement vides pour certaines) et de quelques dizaines de tonnes autorisées en contenants mobiles, stockés en magasin ou en emploi dans les ateliers de production du site. Les contrôles réalisés ont abouti à des demandes d'actions correctives sur les points suivants :

- état des stocks : disponibilité en tout temps, exhaustivité des informations contenues, disponibilité sous format synthétique pour le grand public,
- les cuves de stockages de liquides inflammables : vision actualisée des cuves présentes aujourd'hui et neutralisation à effectuer des cuves vidangées.

Enfin, l'exploitant a été sensibilisé aux échéances du 01/01/2027 sur l'interdiction d'utilisation de certains contenants fusibles et la mise à jour, si besoin, de sa stratégie et ses moyens incendie vis-à-vis des stockages de liquides inflammables.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : État des matières stockées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 01/06/2015, article 9.II.1
Thème(s) : Actions nationales 2024, État des matières stockées – Dispositions spécifiques – Format détaillé
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.</p> <p>Cet état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants :</p> <p>1. Servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ; en particulier, cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage.</p> <p>Pour les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées.</p> <p>Pour les produits, matières ou déchets autres que les matières dangereuses, devront figurer, a</p>

minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement.

Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance

Constats :

L'exploitant dispose d'une base de données, sous SAP, comprenant toutes les références des matières premières utilisées dans ses différentes implantations, des produits semi-finis (stockage temporaire en fin de fabrication de lots en attente de conditionnement) et des produits finis. Cela comprend les produits stockés en vrac ou en conditionné, du moment qu'ils sont présents dans le cycle de production de l'usine. Les palettes sont également comptabilisées dans cet inventaire.

Cette base de données est tenue à jour par une cellule dédiée du groupe Pierre Fabre. Elle dispose de l'ensemble des fiches de données de sécurité (FDS) associées.

Cette base de données a été présentée en séance en ce qui concerne le site de SOUAL. Cette base de données permet de connaître pour chaque produit sa localisation sur le site, les phrases de risque associées, les rubriques associées (dont 1436 quand double classement possible), ses modalités de stockage (contenants fusibles par exemple), son état physique...

Les rebus de production restent comptabilisés dans cette base en attente de destruction.

Les stockages des utilités (fioul, GNR) ainsi que les produits de laboratoire sont comptabilisés à part.

Les déchets (non dangereux) sont collectés, en continu, dans les bâtiments de production et les halls de conditionnement et acheminés vers la zone des compacteurs.

Actuellement, l'accès à l'état des stocks est limité à un petit nombre de personnes (service HSE) et ne permet pas de garantir un accès en cas d'évènement accidentel si ces personnes sont absentes.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit, sous 3 mois, proposer et mettre en œuvre des dispositions permettant de garantir un accès à l'état des stocks en cas d'évènement accidentel par les personnes présentes et/ou d'astreinte sur site.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : État des matières stockées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 01/06/2015, article 9.II.2

Thème(s) : Actions nationales 2024, État des matières stockées – Dispositions spécifiques – Format synthétique
Prescription contrôlée : 2. Répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin.
Constats : En séance, l'exploitant a pu présenter une ébauche d'état des stocks synthétique.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit finaliser la réalisation d'un état des stocks synthétique et transmettre un exemplaire à l'inspection des installations classées sous 3 mois.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : État des matières stockées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 01/06/2015, article 9.II.2
Thème(s) : Actions nationales 2024, État des matières stockées – fréquence de mise à jour
Prescription contrôlée : L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou de stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions. Pour les matières dangereuses ainsi que pour les liquides et solides liquéfiables combustibles, cet état est mis à jour, a minima, de manière quotidienne. Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante.
Constats : La base de données liée à la production (matières premières, semi-fini et produits finis) gérée par SAP est mise à jour en continu en fonction des réceptions et des expéditions (produits flashés avec code barre). Les liquides et solides liquéfiables combustibles ne sont pas comptabilisés spécifiquement (pas d'identification possible avec les colonnes disponibles dans le tableur de l'état des stocks exhaustif). L'exploitant a présenté un plan du site (transmis par mail du 3 juin). L'exploitant doit s'assurer que ce plan sera également disponible en cas de crise dans un lieu accessible à tous (cf. demande

formulée à la fiche n°1) et que toutes les zones de stockages (colonne 3 « zone code » de l'état des stocks) sont facilement identifiables sur le plan.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit, sous 3 mois, améliorer le format de sa base de données afin de pouvoir identifier spécifiquement les liquides et solides liquéfiables combustibles.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Situation administrative

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 01/06/2015, article 1
Thème(s) : Actions nationales 2024, Situation administrative
Prescription contrôlée : Sont soumises au présent arrêté, les installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de l'une au moins des rubriques 4331 ou 4734 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement. Les dispositions du présent arrêté ne sont pas applicables aux stockages en réservoirs fixes ou récipients mobiles de liquides inflammables présents au sein d'une installation soumise à enregistrement au titre de l'une au moins des rubriques 4331 ou 4734 et soumis aux dispositions de l'arrêté du 24 septembre 2020 en application de son article I. 1 ou aux dispositions de l'arrêté du 3 octobre 2010 modifié en application de son article 1.
Constats : L'exploitation des installations Pierre Fabre sur le site de Soual est régie par l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 9 février 2012 complétés par les arrêtés préfectoraux du 2/04/2019, 5/04/2019 et 27/12/2009. Le tableau de classement des installations classées a été mis à jour par courrier préfectoral des 10 octobre 2016 et 27 décembre 2019. Les installations sont notamment soumises à enregistrement pour la rubrique 4331 pour un tonnage maximum de 105 tonnes et à déclaration avec contrôle pour la rubrique 1510 (entrepôt) pour un volume de 45000m ³ . Antérieurement à la création de la rubrique 4331, les activités étaient soumises à autorisation pour la rubrique 1432 (131m ³). Selon le «guide de lecture des textes relatifs aux liquides inflammables» (partie E), le site est considéré comme un site ancien et «anciennement A 1432». Le socle des dispositions réglementaires applicables, sur le sujet «liquides inflammables», reste donc l'arrêté ministériel du 03 octobre 2010 et les dispositions de l'arrêté ministériel du 1er juin 2015 ne sont que partiellement applicables (selon les dispositions fixées au point II de l'annexe IX et à l'annexe XI). Les constats réalisés le jour de l'inspection, sur la base notamment de l'état des stocks disponible, ainsi que sur la visite du site, montrent que:

- le site dispose de quelques réservoirs fixes de produits classables sous la rubrique 4734 mais en dessous du seuil de la déclaration;
- le site dispose de 2 cuves enterrées pour le stockage d'éthanol de 30m³ chacune qui sont actuellement inutilisées (cf. fiche n°12);
- les quantités de liquides inflammables stockés en récipients mobiles sont inférieures à 100 tonnes.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Situation administrative

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article 1.I.I.2

Thème(s) : Actions nationales 2024, Situation administrative – seuil des 100 et 1000 T

Prescription contrôlée :

Relèvent du présent arrêté les stockages en récipients mobiles de liquides inflammables exploités : Au sein d'une installation classée soumise à autorisation au titre d'une ou plusieurs autres rubriques que les rubriques dites liquides inflammables , dès lors que les quantités susceptibles d'être présentes de la substance ou du mélange dangereux avec une mention de danger H224, H225, H226 et de déchets liquides inflammables catégorisés HP3 au sein de l'ensemble des installations réglementées par l'arrêté préfectoral d'autorisation dépassent 1 000 tonnes au total, ou 100 tonnes en contenants fusibles.

Constats :

À partir des tableaux mentionnés à la fiche n°1, l'inspection a pu vérifier que les tonnages de produits comprenant les phrases de risque H224, H225, H226 et HP3 sont largement inférieurs à 100 tonnes.

L'arrêté ministériel du 24 septembre 2020 n'est donc pas applicable sur ce site.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Interdiction de stockages en contenant fusibles

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 01/06/2015, article 11.3.II.A

Thème(s) : Actions nationales 2024, Interdiction de stockages en contenant fusibles

Prescription contrôlée :

A.-Le stockage de liquides inflammables de catégorie 1 (mention de danger H224) est interdit en contenants fusibles de type récipients mobiles de volume unitaire supérieur à 30 L. Cette disposition est applicable à compter du 1er janvier 2024.

B.-Le stockage de liquides inflammables non miscibles à l'eau de catégorie 2 (mention de danger H225) est interdit en contenants fusibles de type récipients mobiles de volume unitaire supérieur à 30 L en stockage en bâtiment ainsi qu'en stockage en bâtiment ouvert mettant en œuvre les dispositions définies au point B. de l'article 2 bis. Le stockage de liquides inflammables miscibles à l'eau de catégorie 2 (mention de danger H225) est interdit en contenants fusibles de type récipients mobiles de volume unitaire supérieur à 230 L en stockage en bâtiment ainsi qu'en stockage en bâtiment ouvert mettant en œuvre les dispositions définies au point B. de l'article 2 bis. Cette disposition est applicable à compter du 1er janvier 2027.

C.-Les dispositions des points A et B ne s'appliquent pas au stockage d'un récipient mobile ou

d'un groupe de récipients mobiles d'un volume total ne dépassant pas 2 m ³ dans une armoire de stockage dédiée, sous réserve que cette armoire soit REI 120, qu'elle soit pourvue d'une rétention dont le volume est au moins égal à la capacité totale des récipients, et qu'elle soit équipée d'une détection de fuite.
<p>Constats :</p> <p>À partir de l'état des stocks présenté, l'inspection a pu constater que le site ne disposait pas de produit avec la mention de danger H224.</p> <p>L'état des stocks présenté fait cependant état de produits ayant la mention de danger H225. La mention «contenants fusibles» étant également disponible dans cet état des stocks, il a été constaté que la plupart des produits H225 stockés sur site sont concernés par l'interdiction à horizon 2027.</p> <p>L'exploitant devra prendre toutes les dispositions, d'ici le 1er janvier 2017, pour arrêter le stockage de liquides inflammables H225 en contenant fusible conformément aux exigences de cet article.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : État des matières stockées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 38
Thème(s) : Actions nationales 2024, État des matières stockées – Localisation des risques
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties (locaux ou emplacements) de l'installation ou les équipements et appareils qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées, produites ou transformées, sont susceptibles d'être à l'origine d'un incendie ou d'une explosion pouvant présenter des dangers pour les intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant dispose, dans son dossier d'opération interne (DOI), d'un plan répondant aux attendus de cet article.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Étude des effets thermiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 01/06/2015, article Annexe XI
Thème(s) : Actions nationales 2024, Étude des effets thermiques
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Ces dispositions ne sont pas applicables :</p> <ul style="list-style-type: none"> - aux stockages extérieurs, lorsque les récipients mobiles contenant au moins un liquide inflammable sont implantés de façon à ce que le bord de la rétention ou de la zone de collecte extérieure soit situé à une distance au moins égale à 20 mètres des limites des sites ; - aux stockages en bâtiments, lorsque les parois des bâtiments lorsque ces parois existent, où les

éléments de structure dans le cas d'un bâtiment ouvert, sont implantés à une distance au moins égale 20 mètres et 1,5 fois la hauteur du bâtiment par rapport aux limites de sites.

- aux bâtiments contenant moins de 10 mètres cube de liquides inflammables, sous réserve que chacun de ces bâtiments soit distant d'un espace libre d'au moins 10 mètres des autres bâtiments ou des installations susceptibles d'abriter au moins un liquide inflammable. Cette quantité maximale de 10 mètres cube est limitée au strict besoin d'exploitation.

I- L'exploitant élabore avant le 1er janvier 2024 une étude visant à déterminer les distances correspondant à des effets thermiques en cas d'incendie de 8 kW/m², à hauteur de cible ou à défaut à hauteur d'homme. Cette étude est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées et de l'organisme de contrôle périodique.

Si elle existe et si les éléments répondant aux dispositions ci-dessus y figurent, l'exploitant peut s'appuyer sur toute étude déjà réalisée, notamment les études jointes, le cas échéant, au dossier de déclaration.

En ce qui concerne les stockages extérieurs de récipients mobiles, cette étude est réalisée

- lorsque les conditions d'aménagement des stockages sont conformes aux dispositions de l'article 11.3. III du présent arrêté, en retenant un scénario portant sur l'incendie de chaque îlot ;
- lorsque les conditions d'aménagement ne sont pas conformes aux dispositions de l'article 11.3. III du présent arrêté, en retenant un scénario d'incendie généralisé à tous les îlots et autres stockages de liquides inflammables dans le champ de présente annexe, y compris en bâtiments, susceptibles d'être atteints par des effets dominos (seuil des effets thermiques 8kW/m²).

II.-Lorsque l'étude précitée met en évidence, en cas d'incendie, des effets thermiques, supérieurs à 8 kW/m² en dehors des limites de propriété du site et atteignant une zone faisant l'objet d'une occupation permanente, l'exploitant en informe le Préfet en précisant les mesures qu'il envisage et l'échéancier de mise en œuvre.

Constats :

Le stockage des liquides inflammables en contenants mobiles est réalisé dans un magasin dédié au cœur du site. Le bâtiment est implanté à une distance largement supérieure à 20 mètres par rapport aux limites du site.
Cet article n'est pas applicable.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Mise à jour du plan de défense incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43-1

Thème(s) : Actions nationales 2024, Contenu du plan de défense

Prescription contrôlée :

Cette stratégie est formalisée dans un plan de défense incendie. Ce plan comprend :

- les procédures organisationnelles associées à la stratégie de lutte contre l'incendie. Cette partie peut être incluse dans le plan d'opération interne prévu par l'article R. 181-54 du code de l'environnement, lorsque l'exploitant est soumis à l'obligation d'établir un tel document ;
- les démonstrations de la disponibilité et de l'adéquation des moyens de lutte contre l'incendie vis-à-vis de la stratégie définie, demandées à l'article 43-2-3 et au deuxième alinéa de l'article 43-3-1 du présent arrêté. Cette partie peut être incluse dans l'étude de dangers du site ou dans le plan d'opération interne de l'établissement lorsque l'exploitant est soumis à l'obligation d'établir un tel

document. - en cas de présence de stockage en récipients mobiles, l'attestation de conformité du système d'extinction automatique d'incendie accompagnée des éléments prévus à l'article VI-5-III et au point IV de l'annexe V de l'arrêté du 24 septembre 2020 ou, le cas échéant, les éléments de démonstration de l'efficacité du dispositif visé aux points III de l'article VI-5-III et aux points I, B, II ou III de l'annexe V de l'arrêté du 24 septembre 2020.
<p>Constats :</p> <p>Conformément à l'analyse réalisée dans la fiche de constat n°4, certains articles de l'arrêté ministériel du 1er juin 2015 ne sont pas applicables au site qui conserve une antériorité sur certaines dispositions techniques déjà applicables et liées à des réglementations applicables avant 2015.</p> <p>C'est le cas sur le sujet du Plan de Défense Incendie (PDI): l'arrêté ministériel du 3/10/2010 (article 43.I) s'applique en lieu et place de l'article 14 de l'arrêté ministériel du 1er juin 2015.</p> <p>Le tableau du point II de l'annexe IX de l'AM du 1er juin 2015, stipule que l'exploitant à jusqu'au 1er janvier 2027 pour mettre à jour sa stratégie de défense incendie au regard du stockage de liquides inflammables.</p> <p>Le site Pierre Fabre à Soual dispose déjà d'un Document d'Opération Interne (DOI) mis à jour en dernier lieu en août 2022.</p> <p>Ce document présente déjà des stratégies et des procédures opérationnelles en cas de sinistre et identifie déjà différents scénarios d'incendie sur le site.</p> <p>L'inspection des installations classées invite donc l'exploitant à vérifier si le DOI actuel permet de répondre aux attendus de cet article et à procéder, si besoin, d'ici le 1er janvier 2027, aux mises à jour nécessaires tant dans le document que dans les moyens matériels (eau, mousse, humains).</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Mise à jour du plan de défense incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43-1
Thème(s) : Actions nationales 2024, Scénario du plan de défense
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant élabore une stratégie de lutte contre l'incendie pour faire face aux incendies susceptibles de se produire dans ses installations et pouvant porter atteinte, de façon directe ou indirecte, aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement. Dans le cadre de cette stratégie, l'exploitant s'assure de la disponibilité des moyens nécessaires à l'extinction de scénarios de référence calculés au regard du plus défavorable de chacun des scénarios suivants pris individuellement, que ce soit en eau, en émulseurs, en moyens humains ou moyens de mise en œuvre :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 1 : feu du réservoir nécessitant les moyens les plus importants de par son diamètre et la nature du liquide inflammable stocké ; - 2 : feu dans la rétention, surface des réservoirs déduite, nécessitant les moyens les plus importants de par sa surface, son emplacement, son encombrement en équipements et la nature

<p>des liquides inflammables contenus. Afin de réduire les besoins en moyens incendie, il peut être fait appel à une stratégie de sous-rétentions ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - 3 : feu d'équipements annexes aux stockages visés par le présent arrêté dont les effets, au sens de l'arrêté du 29 septembre 2005 susvisé, sortent des limites du site ; - 4 : en cas de présence de stockages en récipients mobiles, les scénarios visés au point III de l'article VI-1 de l'arrêté du 24 septembre 2020. <p>La stratégie est dimensionnée pour une extinction des incendies des scénarios de référence définis aux alinéas précédents en moins de trois heures après le début de l'incendie et dans un délai maximal après le départ de feu équivalent au degré de résistance au feu des murs séparatifs, pour les stockages couverts de récipients mobiles.</p>
<p>Constats :</p> <p>Dans le prolongement des explications fournies dans la fiche précédente, l'exploitant est invité à vérifier, d'ici le 1er janvier 2027, si la stratégie de lutte et les moyens disponibles (eau, mousse, humains) sont suffisants pour répondre aux attendus de cet article et à compléter son DOI et les moyens matériels si besoin.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 11 : Surveillance permanente des installations

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 01/06/2015, article 23.II.B (annexe IX)</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2024, Surveillance permanente des installations</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>En dehors des heures d'exploitation de l'installation, une surveillance de toute installation contenant plus de 600 mètres cubes de liquides inflammables de catégorie A, B, C1 ou D1 ou plus de 10 000 mètres cubes de liquides inflammables de catégorie C2, par gardiennage ou télésurveillance, est mise en place en permanence afin de transmettre l'alerte en cas de sinistre. Si cette alerte est directement transmise aux services d'incendie et de secours, l'exploitant définit les mesures permettant l'accès et l'intervention des moyens publics dans les meilleures conditions possibles.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le site est gardienné 24/24. Le Document d'Opération Interne (DOI) précise les rôles des uns (salariés en HO, astreinte en HHO) et des autres (gardiens) et les interactions.</p> <p>Le poste de garde a été visité. Il dispose de plans, écrans, report d'alarmes nécessaires à la bonne réalisation des missions dévolues aux gardiens.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 12 : Inventaire des réservoirs

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/02/2012, article 7.2.6</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Réservoirs existants sur le site</p>
<p>Prescription contrôlée :</p>

L'installation comprend :- une cuve fuel double enveloppe enterrée de 25 000 litres ;- une cuve aérienne à gasoil de 20 000 litres munie d'une capacité de rétention de 48 000 litres ;- une cuve aérienne à fuel de 1 000 litres munie d'une capacité de rétention de 1 000 litres ;- une cuve aérienne à fuel de 200 litres munie d'une capacité de rétention de 200 litres ;- 2 cuves enterrées d'éthanol de 30 000 litres.[...]
Constats : Au cours de la visite et des contrôles réalisés sur la thématique liquides inflammables, il est apparu que les installations de stockage ont évolué depuis l'arrêté préfectoral de 2012: –la cuve aérienne de gasoil n'existe plus; – les cuves d'éthanol ont été vidangées courant 2023.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit transmettre, sous 3 mois, à l'inspection des installations classées, un état des lieux des stockages en place à ce jour afin d'actualiser son arrêté préfectoral.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 13 : Arrêt temporaire

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 18/04/2008, article 6
Thème(s) : Risques accidentels, Arrêt temporaire des réservoirs enterrés
Prescription contrôlée : Lors de toute interruption d'activité de l'installation d'une durée supérieure à trois mois, une neutralisation est mise en œuvre. Cette neutralisation peut être à l'eau lorsque la durée de cette interruption d'activité est inférieure à vingt-quatre mois.
Constats : Lors de l'inspection, l'exploitant a indiqué que les cuves d'éthanol ne sont plus utilisées et ont été vidangées courant 2023. À ce stade, l'exploitant ne souhaite pas perdre l'autorisation associée à ces cuves afin de pouvoir les réutiliser si besoin dans le futur.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Conformément aux exigences formulées dans cet article, même si l'arrêt n'est pas définitif, l'exploitant doit, sous 3 mois, procéder à une neutralisation des cuves d'éthanol.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois